

Commission : Conseil des Ministres des Droits de la Femme et de l'Égalité des Genres

Problématique : Quels sont les objectifs et projets pour une inclusion professionnelle et sociale et pour une défense des droits des femmes ?

Auteur : Portugal

Longtemps critiqué sur son manque d'investissement envers les causes féminines, le Portugal a décidé de remédier à ces inégalités. Avec un gouvernement majoritairement centre gauche depuis les années 2000, le Président actuel et ses prédécesseurs ont œuvrés pour l'égalité des sexes. Marcelo Rebelo de Sousa, élu depuis 2016, garantie alors de briser les stéréotypes de genre au profit des droits des femmes. Le Portugal s'est donc avancé à plusieurs projets concernant les aides apportées pour la place des femmes dans les milieux professionnels et sociaux.

Depuis les années 2000, le Portugal ne cesse de progresser en matière d'égalité d'insertion professionnelle. Le traitement égal au travail et à l'emploi sont les priorités de l'Assemblée de la République portugaise, instaurant alors le Plan national pour l'emploi priorisant l'égalité des chances et créé de nouveaux instruments comme par exemple l'Observatoire pour le suivi des questions relatives à l'égalité ou encore l'attribution de Prix aux entreprises ayant adoptées d'excellentes politiques dans le domaine d'égalité de genres. Certaines primes financières sont remises pour chaque poste pour lequel une femme est recrutée dans des professions où elles sont sous-représentées. Un deuxième Plan national a été mis en place en 2002 visant à promouvoir certaines institutions comme le Commission pour l'égalité et les droits des femmes et la Commission pour l'égalité dans le travail et l'emploi. La présidente de cette dernière, madame Jocelyne LEITAO a ordonné aux employeurs d'obtenir au préalable l'avis favorable de la Commission avant de procéder à un licenciement, évitant de sanctionner des femmes pour des raisons d'ordre privé, tels que les congés maternités. Avec ce système, les indicateurs de marché du travail indiquent que le fossé entre les sexes dans les taux d'activité, d'emploi et de chômage sont meilleurs que la moyenne des taux de l'Union Européenne. Le taux d'emploi des femmes portugaises en 1999 est de 55,5% contre 52,9% en Europe. Son taux d'emploi est donc l'un des meilleurs de l'UE.

Madame Maria DA CUNHA REGO, secrétaire d'Etat pour l'égalité du Portugal, à affirmer l'existence d'une sous-représentation de la femme en politique. La représentante a fait savoir aux membres du Comité que le Parlement portugais avait approuvé pour ratification le Protocole facultatif à la Convention. La révision constitutionnelle de 1997 a renforcé l'action du Gouvernement en faveur de l'égalité entre les sexes notamment en incorporant dans le mandat de l'Etat la promotion de l'égalité entre l'homme et la femme et en considérant la participation directe et active des hommes et des femmes dans la vie politique comme une condition à la considération du système démocratique.

Madame Ana Maria BRAGA DA CRUZ, présidente de la Commission pour l'égalité et les droits des femmes du Portugal, a expliqué que toutes les formes de violences dans le milieu professionnel envers les femmes sont une question de droit humain. L'élaboration du Plan de lutte contre la violence reflète alors les efforts déployés. En effet, la Commission pour l'égalité a développé des projets de formation du personnel travaillant avec les femmes victimes de prostitution forcée. Une proposition de loi sur la traite des êtres humains entre le Portugal et l'Espagne est en cours d'examen. Selon un membre du Comité des Nations Unies, parmi les 28 000 prostituées présentes au Portugal, 90% d'entre elles ont voulu changer de vie, dû aux violences que cela implique. Des ONG portugaises interviennent alors directement dans les domaines de la violence et de la formation en accomplissant un travail considérable, a indiqué le Secrétaire d'Etat pour l'égalité. De plus, les femmes sont très importantes dans le monde rural puisqu'elles constituent plus de la moitié des travailleurs agricoles. De très grands efforts ont donc été faits dans ce secteur, car depuis 1999, 46 930 femmes ont bénéficié d'une formation. Le Ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche travaille avec 48 associations de développement. Des associations ont été créées, elles sont organisées par la société civile et sont soutenues financièrement par l'Etat. Les projets présentés par les femmes doivent être prioritaires et des unités décentralisées du Ministère fournissent toutes les informations nécessaires aux femmes.

Par conséquent, le Portugal se voit être durablement plus tolérant en facilitant l'accès des femmes dans la société dû aux nombreux projets que le gouvernement met en place. Il est donc prévu de collaborer avec les pays membres de l'Union Européenne pour créer des accords communs en instaurant une politique éminente et efficace au profit de l'égalité homme-femme.